

Agriculture et gestion durable des ressources en eau en Méditerranée : le défi commun pour l'Italie et la Tunisie

Compte tenu de leur proximité géographique, les systèmes agricoles de la Sicile (Italie) et de la Tunisie sont aujourd'hui confrontés à des défis partagés liés aux changements climatiques, notamment la sécheresse, les vagues de chaleur, l'instabilité climatique et la dégradation des sols.

Dans ce contexte, la transition écologique apparaît comme une nécessité à la fois environnementale et économique, en particulier pour les filières fruitières clés telles que les agrumes, les fruits à noyau et les fruits frais.

Le projet ERPAD, cofinancé par le programme INTERREG NEXT Italie–Tunisie et mis en œuvre par Microfinanza, l'Université de Catania, Forensic Intelligence Services (FORIS) et l'Institut Supérieur Agronomique (ISA) de Chott Mériem, vise à renforcer la compétitivité et la durabilité des entreprises arboricoles dans les provinces de Catane, Messine et Raguse en Sicile, ainsi que dans les gouvernorats de Sousse et Nabeul en Tunisie. Il met l'accent sur l'amélioration de la gestion des ressources hydriques comme levier stratégique pour accroître la résilience, la productivité et la durabilité des exploitations agricoles.

Des défis climatiques et hydriques partagés entre les deux rives de la Méditerranée

Les fluctuations interannuelles et la multiplication des événements extrêmes constituent un élément critique pour la gestion des ressources en eau dans la région sicilienne. Le tableau pluviométrique en Sicile met en évidence un gradient décroissant du nord vers le sud : Messine, grâce à l'effet orographique des Nebrodi et des Peloritani, enregistre les valeurs les plus élevées, souvent supérieures à 1 200 mm/an, réparties de manière plus régulière. Catane présente un régime intermédiaire (500-700 mm/an), avec des pics plus élevés sur les versants de l'Etna, tandis que Raguse est la plus aride (400-600 mm/an), avec de longues périodes sèches en été¹.

Les données relatives aux déficits hydro-agricoles mettent en évidence le fait que les problèmes liés à l'eau se manifestent avec une intensité variable : dans la plaine de Catane et le long du Simeto, la gravité est classée comme élevée ou extrême ; dans les Nebrodi et dans la zone tyrrhénienne de Messine, on enregistre des déficits importants ; sur le plateau Ibleo Ragusano, les conditions sont graves, avec des répercussions directes sur les cultures fourragères et maraîchères. Les zones côtières, équipées de puits et de systèmes d'irrigation localisés, présentent en revanche une gravité plus modérée.

¹ ISTAT, Relevé des données météorologiques, climatiques et hydrologiques.

De l'autre côté de la Méditerranée, la Tunisie figure parmi les 20 pays au monde les plus affectés par le stress hydrique, avec d'autres pays du bassin de la Méditerranée tels que la Libye, l'Égypte et toute la péninsule du Golfe². Les apports en eaux pluviales sont de plus en plus limités, les eaux de surface (lacs, barrages) et les nappes souterraines ne sont pas suffisamment alimentées au cours de l'année pour servir de sources de stockage pour les besoins domestiques et agricoles, ce qui engendre une situation de stress hydrique (la demande en eau dépasse les disponibilités sur une période donnée)³.

La crise hydrique qui touche les deux territoires confirme la nécessité d'intervenir dans le secteur agricole, en tant que secteur qui utilise le plus d'eau par rapport aux autres usages. La moyenne régionale d'eau utilisée par hectare irrigué est de 4 673 m³ en Sicile, supérieure à la moyenne nationale de 4 588 m³/ha. En 2024, plus de 90 % des exploitations agricoles italiennes font état de difficultés d'irrigation, avec des pics atteignant 99,2 % en Sicile. 58,9 % des exploitations agricoles italiennes qui déclarent des problèmes d'irrigation sont de petite taille (jusqu'à 10 hectares), avec un pic dans le Sud (72,2 %)⁴.

En Tunisie, le secteur agricole prélève environ 85,95 % du volume global d'eau exploité au cours de l'année 2024.⁵ L'exploitation des systèmes aquifères de la Tunisie a atteint un volume estimé à 3 217,5 Mm³ au cours de l'année 2024, dont près de 810 Mm³ prélevés sans autorisation. Le taux global d'exploitation moyen s'élève à 133,3 % en 2024, mais atteint 150,5 % dans la région hydrographique du Cap Bon-Meliane-Sahel Nord et 184,9 % dans celle de Sabkhet Kalbia-Sidi El Hani, située dans les gouvernorats de Nabeul et Sousse, indiquant une forte pression sur les ressources en eau. Par ailleurs, ces deux régions hydrographiques concentrent à elles seules 44 % des prélèvements totaux d'eau en Tunisie, ce qui souligne leur rôle déterminant dans la gestion durable de ces ressources⁶.

Les événements climatiques récents ont réduit les apports en eau aux barrages. La faible recharge des nappes souterraines, aggravée par l'augmentation des prélèvements pour compenser le déficit en eaux de surface, a également contribué à la dégradation de leur qualité.

Cette situation affecte directement l'agriculture tunisienne. En 2024, le Ministère de l'Agriculture a demandé aux Commissariats Régionaux de Développement Agricole (CRDA) de suspendre les cultures d'été et les cultures fortement consommatrices d'eau, en réservant l'irrigation aux arbres fruitiers et aux cultures stratégiques, dans la limite des quotas alloués aux périmètres irrigués alimentés par les barrages⁷.

Le bilan hydrique : un outil de suivi et d'optimisation des consommations d'eau

Face à cette situation complexe, plusieurs solutions peuvent être envisagées. Les actions concrètes peuvent commencer par une plus grande sensibilisation à l'importance des ressources hydriques, à leur utilisation plus rationnelle et ciblée, ainsi que par l'adoption de méthodes plus innovantes et de technologies de soutien.

² World Resources Institute (2023), www.wri.org/insights/highest-water-stressed-countries.

³ Institut Tunisien des Études Stratégiques (ITES) – Konrad Adenauer Stiftung, réalisée par Dr. Habib Lazerg, www.onagri.tn/uploads/Etudes/ITES-eau2050.pdf.

⁴ ISTAT (2026), Le statistiche sull'acqua, www.istat.it/wp-content/uploads/2026/03/GMA2026_Focus_DEF.pdf.

⁵ Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (2024), Rapport National Secteur de l'Eau, www.onagri.nat.tn/uploads/RNE-2024.pdf.

⁶ Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (2024), Rapport National Secteur de l'Eau, www.onagri.nat.tn/uploads/RNE-2024.pdf.

⁷ Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (2024), Rapport National Secteur de l'Eau, www.onagri.nat.tn/uploads/RNE-2024.pdf.

Dans ce cadre, le bilan hydrique à l'échelle des exploitations s'impose comme étant une priorité stratégique. Cet outil permet d'optimiser l'adéquation entre les besoins en eau des cultures et les ressources, en évitant à la fois le stress hydrique et le gaspillage. Une meilleure gestion de l'eau permet également de renforcer la réputation de l'entreprise et de réduire son empreinte sur le territoire. En permettant une meilleure anticipation des besoins et une adaptation des pratiques face à la disponibilité des ressources en eau, le bilan hydrique constitue ainsi un outil pratique pour renforcer la résilience des exploitations face aux effets du changement climatique.

Le projet ERPAD offre un accompagnement technique individualisé à chaque entreprise visant à établir le bilan hydrique et à identifier des mesures d'amélioration de l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau. Sur la base des données recueillies, et avec l'appui d'un expert technico-financier, un plan d'investissement sera élaboré avec chaque entreprise agricole afin d'identifier et de structurer les investissements nécessaires à une gestion plus durable des ressources en eau.

Prenant en considération les difficultés d'accès au financement qui entravent la modernisation du secteur agricole, les entreprises sélectionnées pourront bénéficier d'un accompagnement afin d'identifier les sources de financement pour leurs investissements durables.

Tout au long du projet, des activités d'échange, de coopération et de mise en réseau seront organisées entre les entreprises et les organismes de recherche d'Italie et de Tunisie afin de favoriser le partage d'expériences, le transfert de connaissances et la diffusion de bonnes pratiques en matière de gestion durable des ressources en eau.



NEXT Italie – Tunisie

ERPAD

microfinanza



Università
di Catania



[Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne dans le cadre du Programme Interreg NEXT Italie–Tunisie. Son contenu relève de la seule responsabilité de Microfinanza et du consortium du projet et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne ni celles des structures de gestion du Programme.]